

Extrait des "Cahiers de NARJOUA"

n. 1 - pp. 57-64.

2<sup>e</sup> dimanche 1975.

A propos du colloque d'Ibadan sur "La violence urbaine"

Paris (Fds)  
Marguerat

## LES VIOLENCES

(un essai de typologie)

par

Yves MARGUERAT<sup>1</sup>

Les violences sont, comme on dit, un "thème porteur". Elles font ainsi volontiers les gros titres des médias. Dans la vie politique, l'appel au renforcement des mesures "sécuritaires" est un thème de propagande qui marche en général fort bien. Dans les villes où la population s'angoisse d'une forte insécurité (qui est une atteinte indéniable à la qualité de la vie), le commerce des dispositifs de protection et les entreprises de gardiennage sont des activités florissantes. La réalité des actes violents, des climats de violence est indéniable (beaucoup plus facilement perçue, et amplifiée par l'opinion publique, dans les villes qu'en milieu rural) et à juste titre vigoureusement dénoncée par tous. Mais, quand elles ne font pas peur parce que l'on se sent hors d'atteinte, les violences peuvent aussi devenir spectacle : des jeux du cirque à Rome au déferlement d'images sanglantes des journaux télévisés quotidiens, elles exercent une forte et trouble fascination, source d'un voyeurisme qui, même à propos de formes atténuées comme la boxe ou la corrida, révèle d'inquiétants abîmes au coeur du psychisme humain.

Pourtant le phénomène est rarement étudié pour lui même, objectivement, froidement. Ce sont surtout les moralistes et les philosophes qui en ont fait un objet de réflexion, c'est-à-dire en général de condamnation, mais aussi de justification. En fait, rien n'est plus incertain et contradictoire que leurs conclusions : citons ainsi les extrêmes (non moins élaborés théoriquement l'un que l'autre) qu'ont été, au début de ce siècle, la définition par Max Weber (1922) du droit au monopole de la "violence légitime" pour l'État et l'exaltation par Georges Sorel (1908) de la légitimité de la révolte violente contre le même État. Au fil de l'Histoire, combien de "terroristes" voués aux gémonies se sont retrouvés, un changement de régime plus tard, de glorieux "libérateurs", que les trompettes de la renommée encensaient avec autant d'enthousiasme qu'elles en mettaient peu avant à les stigmatiser ? Il n'y a probablement aucune autre action humaine où, sans même attendre l'absolution par le "jugement de l'Histoire", on pratique l'auto-légitimation avec plus de facilité et de virtuosité. Gardons-nous donc de toute approche de la violence par l'approbation ou la condamnation<sup>2</sup>.

Laissons aussi de côté les définitions juridiques, soumises à tant de fluctuations : bien des actes ont été considérés naguère comme les pires des crimes (comme les notions de "sacrilège" ou de "blasphème", des lois de Charles X aux *fatwa* de Khomeiny), pour cesser ensuite de l'être - quitte éventuellement à le redevenir, au gré du vote d'une loi après un changement de majorité, comme l'avortement dans certains États américains. L'Histoire nous enseigne que rien n'est plus changeant que les législations, aussi

<sup>1</sup> Chercheur en sciences sociales (ORSTOM)

<sup>2</sup>. Ce qui n'empêche pas de la juger et de la combattre en tant que citoyen.



010022041

variables dans l'espace que dans le temps. "Plaisante Justice qu'une rivière borne ! Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au delà", ironisait déjà Pascal, il y a près de 350 ans, et de poursuivre : "Le caprice des hommes s'est si bien diversifié qu'il n'y a point de [loi universelle]. Le larcin, l'inceste, le meurtre des enfants et des pères..., tout a eu sa place entre les actions vertueuses.[...] Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste."

Essayons de nous limiter à une approche simplement descriptive et analytique, selon l'exemple d'Émile Durkheim dans sa fameuse étude sur le suicide (1897), dont on a pu dire qu'elle avait établi la sociologie au rang des sciences, non par l'impossible absence de toute subjectivité du scientifique, mais par l'honnêteté, la clarté et la rigueur de sa démarche, à commencer par celles de ses classifications.

En novembre 1994, un colloque international s'est tenu à Ibadan, au Nigeria, sur le thème de la "violence urbaine" (combien obsédante dans ce pays !). Les communications furent fort nombreuses et riches, mais, sur ce thème précis, elles ont hélas été souvent décevantes, car la plupart manquaient cruellement d'informations provenant directement du "terrain" (c'était au mieux des statistiques d'origine policière d'une validité en général assez suspecte). Faisait surtout défaut un minimum d'effort de typologie des faits dont il était question : on mélangeait sans cesse dans la même terminologie -et le même opprobre- le vol d'un sac à main dans la rue et le coup d'État militaire... Il faut essayer d'y voir un peu plus clair, d'autant plus que, à l'issue du colloque, les organisateurs scientifiques sont tombés d'accord sur la mise en place d'un réseau de recherche international sur ce thème. Je voudrais y apporter ma contribution par l'effort de clarification des définitions et des approches que je suggère ici.

Il faut d'abord délimiter les lisières du concept. Je propose de ne considérer ici comme "violence" que **l'usage de la force physique pour imposer sa volonté**<sup>1</sup>, ce qui exclue beaucoup de choses que l'on a trop tendance à confondre.

1) La violence est donc nécessairement **humaine** : quelle que soit la puissance dévastatrice d'un ouragan, d'un tremblement de terre, d'une éruption volcanique..., ce ne sont là que l'expression des lois de la nature, sans commune mesure avec les problématiques des hommes. Quant à la violence faite à la nature (déforestation, endiguement, etc.), ce n'est là qu'une métaphore hors de notre propos.

2) Elle doit être **volontaire** : les accidents de la route (qui tuent en France près de 10 000 personnes chaque année, guère moins que la Terreur révolutionnaire en 1793-94), comme les formes extrêmes du "stress urbain" (bruit, pollution, ghettos inhumains...), ne relèvent pas de la même logique.

3) Est-il besoin de préciser qu'elle doit être **conflictuelle** ? Ouvrir le ventre de quelqu'un pour en extraire un appendice infecté ou arracher une molaire cariée, ce n'est évidemment pas de la violence (bien que cela fasse mal), pas plus que les pratiques de circoncision et d'excision dans les sociétés qui y voient un rite essentiel du passage à l'état adulte, même si cela choque légitimement les sensibilités extérieures. Mais amputer sur décision judiciaire une main (ou une tête), oui, c'est de la violence, même si le bourreau n'y met que de la conscience professionnelle, tout comme le vol d'organes à des fins de transplantation sans l'accord du "donneur", nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme qui se développe de nos jours dans des pays où cohabitent extrême misère et haute technologie.

---

<sup>1</sup> Ou, si ce n'est l'usage de la force, du moins sa menace très immédiate : crier "La bourse ou la vie !" en brandissant une arme, par exemple.

4) Plus fondamental encore est le fait que la violence doit être **ouverte**, évidente (au moins aux yeux de sa victime). On ne considérera pas comme élément de ce que nous voulons analyser ici les **rapports de force simplement latents**, que l'on peut regrouper en trois catégories :

-Les violences "**insidieuses**", comme les tabous à fondement religieux (qui s'imposent par la terreur du surnaturel), ou encore les diverses formes de l'exploitation économique, ainsi que les nombreuses situations de discrimination imposées si souvent aux femmes ou aux basses castes (dont l'existence est justifiée par une métaphysique admise par tout le corps social). C'est aussi l'exclusion dont souffrent les plus pauvres dans nos sociétés dites de liberté et d'abondance, ou encore la maltraitance des enfants (où les coups ne sont pas nécessairement le pire)... Ces violences insidieuses sont celles qui sont intériorisées par chacun, et donc considérées par tous comme normales - ou du moins comme inévitables.

-Les violences "**structurelles**", organisées par un dispositif institutionnel, architectural, spatial, qui contraint les hommes à l'obéissance par sa propre conception. Ce sont les "lieux d'enfermement", comme disait Michel Foucault, en particulier ceux qui ont été expressément imaginés pour la contention : la prison, le camp de redressement, le bagne tropical, ou encore le dispositif réglementaire de l'apartheid sud-africain, où la répartition de l'obligatoire et de l'interdit était, en fonction de la "couleur" de chacun, fondée avant tout sur un découpage minutieux de l'espace, dont découlaient logiquement les autres verrous.

-Les violences "**menaçantes**", telles l'épée de Damoclès pendue par un fil au plafond et pouvant s'abattre à tout instant, sont prêtes à se déchaîner, mais demeurent la plupart du temps seulement potentielles. C'est ainsi qu'ont fonctionné l'esclavage et la colonisation, ou que survit une dictature bien établie : les maîtres du système, ayant dissuadé toute contestation, n'ont plus guère besoin de réprimer et peuvent s'offrir les apparences d'un paternalisme bonhomme.

Le recours ouvert à la force est donc l'expression d'une crise, d'une **anomalie** dans ce que chacun considère comme le cours normal des choses. C'est pourquoi la violence encourt une telle réprobation, souvent disproportionnée par rapport à son importance objective en ampleur des dégâts ou en nombre de victimes, ou par rapport aux souffrances imposées par les situations de violences latentes, par le "désordre établi".

A l'intérieur des limites ainsi posées, on peut, en première analyse, classer les violences selon leur **finalité**, c'est-à-dire en fonction de leur **cible** : soit les biens, soit les corps, et de leur **objectif** : l'appropriation ou la destruction. Ce qui fait quatre catégories possibles :

-l'appropriation des **biens**, c'est le vol individuel, le pillage collectif, la spoliation par l'État, l'annexion d'un territoire étranger... Celle des **personnes**, c'est le viol, la séquestration, la réduction en esclavage, le camp de concentration... On peut aussi ranger ici la tentative d'appropriation des âmes par l'imposition forcée d'un culte : toutes les croisades, tous les intégrismes, qu'ils soient religieux ou politiques.

-la **destruction des choses** comprend aussi bien le vandalisme individuel que les anéantissements de la guerre totale (de la dévastation du Palatinat par Louis XIV aux bombardements de Coventry ou d'Hiroshima). La destruction des **corps** s'étend de la forme la plus simple, le meurtre, à la plus massive, le génocide, en passant par la plus spectaculaire, la mise en scène de la torture publique (comme la mise à mort dans les supplices les plus raffinés de Damien pour tentative de régicide, en plein Siècle des Lumières), et la plus "industrialisée", scientifiquement planifiée : le camp d'extermination.

Une telle approche nous a mis immédiatement en contact avec la diversité foisonnante du phénomène. Il faut donc l'englober dans une grille typologique plus vaste, fondée cette fois sur **la dynamique sociale** de la violence, c'est-à-dire la prise en compte simultanée de son **origine** et de sa **destination** : quelle est la partie de la société où elle prend sa source, et quelle est celle qui la reçoit ? On distinguera ici, selon l'expression populaire africaine, le "**en-haut**" et le "**en-bas**", c'est-à-dire, bien sûr, les éléments qui, d'une manière ou d'une autre, dirigent la société et ceux qui ne font que subir.

La violence peut se diriger :

1) **d'en-haut contre en-haut**. L'expression la plus simple en est la **guerre**, par laquelle un État cherche à imposer sa volonté à un autre, pour lui prendre tout ou partie de son territoire et de ses ressources, ou pour le supprimer en tant qu'État (fût-ce en le satellisant pour sauvegarder les apparences). Le **coup d'État**, la révolution de palais (le grand vizir qui devient calife à la place du calife) relèvent de la même logique. On a défini la guerre comme "des gens qui ne se connaissent pas et s'entre-tuent au profit de gens qui se connaissent et ne s'entre-tuent pas" ; le coup d'État, lui, se passe entre gens qui se connaissent bien et règlent leurs différends au poignard ou à la kalachnikov. La guerre civile, la révolution réussie ont, elles aussi, cette même finalité : la conquête de l'État, la mainmise sur l'en-haut<sup>1</sup>.

2) **d'en-haut contre en-bas** ; c'est la **répression** que mènent ceux qui ont le pouvoir pour s'imposer à ceux qui ne l'ont pas (l'oppression établie ne relève, on l'a déjà dit, que de la violence "menaçante"). Les formes de cette répression peuvent être très diverses :

-*légale* : la peine de mort, quels qu'en soient l'alibi juridique -la définition du "juste courroux des Lois"- et la forme : bûcher médiéval, guillotine, peloton d'exécution, décapitation au sabre sur la place publique ou, toute dernière mode, piqûre mortelle, comme chez le vétérinaire...

-*militaro-politique*, comme au Chili en 1973, pour détruire un régime trop populaire, avec l'usage méthodique de la torture, davantage pour terroriser que pour obtenir du renseignement. Beaucoup moins tragiques, mais tellement fréquents dans les pays non démocratiques<sup>2</sup>, relèvent de la même logique les innombrables abus de pouvoir commis par les membres de la police et de l'armée au détriment de la population sans défense qu'ils sont censés protéger.

-*politique* : mise en place d'un système totalitaire, imposant par la force l'enthousiasme obligatoire des citoyens, sous menace de révocation, passage à tabac, arrestation, déportation, etc. Les exemples sont multiples, souvent badigeonnés de l'alibi de "Révolution" (les "contre-révolutionnaires" n'ayant aucune clémence à espérer).

-*spatiale* : annexion d'un territoire contre la volonté de ses habitants, conquête coloniale (en général proclamée "pacification"), écrasement plus ou moins brutal de ce que l'on qualifie de "séparatisme" régional.

-*économique* : les expropriations sans indemnisation, que ce soit au profit de tous ou, surtout, à celui exclusif des dirigeants.

-*culturelle* : l'interdiction et la persécution d'une langue, d'une civilisation, d'une religion... Les exemples en sont de tous les temps et de tous les lieux, avec tous les degrés de la discrimination à l'éradication sanglante.

-*ethnique* : déportation complète ou extermination méthodique de collectivités condamnées en tant que telles, coupables du seul "crime d'être né" ...

3) simultanément **contre en-haut et en-bas** : c'est la problématique du **terrorisme**, qui part d'en-haut (ou de la volonté d'arriver en-haut) et qui utilise la

---

<sup>1</sup>. Mais un excès de guerre civile aboutit à la destruction de l'État, au chaos anarchique des rivalités entre "seigneurs de la guerre", grands ou petits, comme en Chine dans les années 1920, en Afghanistan, au Libéria ou en Somalie de nos jours.

<sup>2</sup>. L'impunité de ces abus est sans doute l'un des plus sûrs critères de l'absence d'une vraie démocratie.

violence contre en-bas pour s'imposer en-haut. On a pu, autrefois, pratiquer l'assassinat bien ciblé (depuis les "haschischins" du Vieux de la Montagne, au XII<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux nihilistes russes, qui, une fois, renoncèrent à jeter une bombe sur un grand-duc de peur de tuer aussi son chauffeur, innocent à leurs yeux). Au XX<sup>e</sup> siècle, la mode est au terrorisme de plus en plus aveugle dans le choix de ses victimes, de l'enlèvement d'otages étrangers à la voiture piégée dans la foule au nom du Salut du Peuple : il y a peu de domaines où les notions morales de moyens et de fins, de responsabilité, de bien et de mal, se brouillent à ce point.

4) **d'en-bas contre en-haut** : c'est la **révolte**, l'émeute urbaine et ses barricades, la jacquerie rurale qui brûle les châteaux (pas la révolution qui gagne, car l'on revient alors au cas n° 1). Elle se déclenche en général en réaction à un excès d'oppression venue d'en-haut, quand il apparaît, en un éclair ou après une longue maturation, qu'il n'y a aucune solution pacifique pour s'en débarrasser. Le soulèvement peut être :

-*individuel* (le poignard du tyrannicide, la bombe de l'anarchiste contre le puissant du jour ou contre la société en général) ou *collectif* (de l'émeute de la faim, totalement spontanée, à la guerre de "libération nationale", qui nous ramène à la conquête de l'État),

-*armé* (plus ou moins) ou officiellement "*non-violent*" ; mais la grève de la faim est une violence contre soi pour s'imposer à autrui<sup>1</sup>, au minimum par la menace de désordres incontrôlables en cas d'issue fatale, comme dans l'Inde en marche vers son indépendance.

5) Il y a enfin l'immense champ des violences **d'en-bas contre en-bas**, toute les formes de banditisme, les plus génératrices d'insécurité et les plus condamnées par l'opinion publique. Ainsi, par exemple, en Afrique (et ailleurs), pardonne-t-on plus facilement à un ministre qui pille l'État qu'à un voleur de poules pris en flagrant délit, qui va passer un très mauvais quart d'heure. La diversité du phénomène oblige à introduire d'autres subdivisions, selon les **acteurs** (individuels ou collectifs) et les **modes de fonctionnement** (spontané, organisé ou systématique) :

-**acteur individuel spontané** : c'est le délit occasionnel, la bagarre ou le viol après avoir trop bu<sup>2</sup>, l'agression compulsive par le drogué en "manque", le meurtre passionnel...

-**acteur individuel organisé** : le braqueur professionnel, ou Landru cueillant les veuves supposées riches comme on prend des tickets à la loterie. C'est aussi le tueur à gages travaillant au "contrat" - activité de type artisanal qui peut, dans certains cas, prendre les dimensions d'une industrie informelle, ainsi en Colombie, où l'on peut faire assassiner son prochain pour un oui ou pour un non à des prix tout-à-fait raisonnables.

-**acteur individuel systématique** : le "*serial killer*" à la Jack l'Éventreur, tueur méthodique de prostituées, ou, assez ancien pour s'être transformé en mythe populaire (Barbe-bleue éliminant ses épouses trop curieuses), Gilles de Rais, amateur halluciné d'expériences nouvelles, qui viola des dizaines d'enfants avant, pendant ou après leur assassinat. On est bien sûr ici dans le domaine de la pathologie mentale individuelle, alors que le crime organisé relève de la pathologie sociale, c'est-à-dire de significations tout autres, qui ont cependant en commun un mépris fondamental de la vie d'autrui.

-**acteur collectif spontané** : c'est le lynchage d'un individu, en particulier du voleur qui se fait prendre par la foule et qui est pendu (au Far-West) ou brûlé vif (le supplice du "collier" cher aux Nigériens ou aux Sud-Africains), ou encore le massacre

---

<sup>1</sup>. Gandhi notait fort justement que cela n'est possible que s'il y a un rapport affectif en jeu : à quoi eût servi une grève de la faim à Auschwitz ?

<sup>2</sup>. C'est une explication, pas une excuse.

collectif d'une minorité -religieuse (la Saint-Barthélemy parisienne) ou ethnique (le Rwanda)- haïe de la majorité, qui prend les armes sur une étincelle, provoquée ou non. Les pogroms russes d'autrefois ont pu être téléguidés par la police tsariste, mais ils n'auraient pu être créés de toute pièce sans un soutien populaire relativement large<sup>1</sup>. Dans la catégorie de la destruction des biens, c'est le vandalisme "sans cause" des jeunes des banlieues d'exclusion, qui cassent pour simplement manifester leur existence : une violence (plus ou moins suicidaire) qui n'a pour sens que sa propre visibilité.

**-acteur collectif organisé** : gangstérisme des villes, "chauffeurs" et bandits de grands chemins des campagnes, pirates de la mer... Quand le crime est véritablement organisé, avec un dispositif cohérent et ramifiée infiltré au coeur des structures de la société, on a les divers phénomènes de "mafia" (camorra napolitaine, cartels colombiens, triades chinoises, yakuza du Japon, etc.), qui peuvent être les héritières d'une histoire séculaire, comme en Sicile, ou se mettre en place à une vitesse remarquable, comme en Russie actuelle, où Moscou est en passe de rattraper les exploits légendaires de Chicago à la haute époque de la prohibition. C'est aussi, à une échelle bien plus modeste, le viol collectif par une bande de loubards, qui affirme ainsi son unité et assure l'intégration de ses éléments nouveaux par une transgression commune.

**-acteur collectif systématique** : ce sont toutes les pratiques de sacrifices sanglants (au premier chef humains), dans lesquelles René Girard voit le fondement mythique de tout l'ordre social. Le sacrifice (qui ne nie pas la valeur de la vie, mais, au contraire, en fait le prix le plus haut qui se puisse payer aux puissances surnaturelles) a souvent été, en effet, un acte fondateur (bien des remparts, dans diverses civilisations, ont ainsi été bâtis sur une vierge emmurée vive dans ses fondations pour en assurer magiquement l'inpugnabilité), donc unique. Mais certaines sociétés -en particulier les Aztèques- en ont fait une pratique qui devait être constamment renouvelée pour assurer la survie même du monde. À côté de ce grandiose délire, la mise à mort des serviteurs ou des veuves aux funérailles d'un prince, pour lui assurer dans l'au-delà un rang digne du sien parmi les vivants, paraît bien triviale, malgré son atrocité. On peut encore ranger dans cette catégorie les crimes de guerre quand ils sont l'expression d'une volonté de terreur, ainsi le viol méthodique des femmes du peuple soumis par la soldatesque victorieuse (serbe ou hutu), non seulement pour le plaisir du guerrier, mais par volonté de détruire jusqu'à l'âme du vaincu. (Mais s'agit-il là d'une initiative "d'en-haut" ou "d'en-bas" ? Sans doute les deux.)

Naturellement, ces catégories ne s'excluent pas les une des autres : bien des cas ne se comprennent que par leur chevauchement, ou par leur engendrement dialectique. Dans un affrontement entre deux acteurs (individus, États ou groupes sociaux), il est fréquemment difficile -et d'ailleurs inutile- de savoir qui a commencé, car chaque action est sincèrement conçue comme une réaction (éventuellement préventive) : les pires violences sont souvent celles qui n'ont pour source que la peur de l'autre.

Après avoir envisagé les finalités et la dynamique sociale des usages de la force, il faut, comme dans les bons romans policiers, chercher à "qui profite le crime", c'est-à-dire voir, au sein de chaque société, quelles **fonctions** occupent la violence et sa forme moins pathologique, l'agressivité. Quelle est leur place dans l'imaginaire, dans les formes de la sociabilité, dans l'organisation de la répression des déviances, dans les normes de la socialisation ? Est-ce un élément nouveau ou traditionnel ? Il est des civilisations qui valorisent la force, l'arrogance, la combativité - en particulier lors des rites de franchissement des classes d'âge, où le jeune doit montrer son aptitude à participer à la défense de la collectivité pour accéder à la catégorie des hommes ("Bon pour le service

---

<sup>1</sup>. Exemple a contrario : les Danois surent se mobiliser massivement pour faire fuir en Suède leurs compatriotes juifs menacés par l'occupant nazi.

militaire, bon pour les filles", se vantait-on naguère à l'issue des conseils de révision). D'autres, par contre, n'apprécient que la finesse, la virtuosité verbale, ou la richesse. Certaines civilisations exaltent la compétition, dont les formes sont innombrables (culminant au duel, à la lance du chevalier, à l'épée du mousquetaire ou au six-coups du cow-boy) ; d'autres la refusent, font tout pour séparer les protagonistes avant qu'ils n'en viennent aux mains, l'escamotent de leur univers mental... Les peuples d'Extrême-Orient ont le culte de la "face", au point de ne pouvoir compenser sa perte que par le recours au suicide (particulièrement au Japon, où il n'est plus aussi ritualisé qu'autrefois, mais reste fréquent, notamment chez les enfants en cas d'échec scolaire). Les sociétés du monde méditerranéen, elles, ont l'obsession d'un "honneur" lié à la virginité des filles ou à la fidélité des femmes, causes banales de meurtres considérés par tous (tribunaux compris) comme pleinement légitimes, pardonnés d'avance. De même, d'autres croient devoir tuer au nom de la défense de la vie pré-natale, ou de l'Amour de Dieu...

Mais la violence est-elle l'héritière d'une tradition, ou, au contraire, surtout le produit de son effacement ? La perte du contrôle social sur les comportements individuels (particulièrement favorisée par l'anonymat des grandes villes) entraîne ce que les sociologues ont appelé depuis longtemps l'"**anomie**", c'est-à-dire la disparition des freins, l'effacement des repères qui canalisent habituellement les pulsions et les actions dans des limites tolérables pour le groupe. On a là, évidemment, l'une des clés essentielles des violences individuelles.

Bien sûr, les sociétés ne sont pas homogènes : des lignes de fractures les traversent, hérissées de part et d'autre de rancoeurs, de haines et -plus dangereuses encore- de peurs. On a déjà mentionné l'opposition majeure entre dominants et dominés, mais il y en a d'autres : pour les possédants, les "classes laborieuses" ont été longtemps les "classes dangereuses", ces prolétaires "au couteau entre les dents" dont les rêves de Grand Soir ont tant fait frémir les beaux quartiers, jusqu'à ce que la lutte des classes, de grèves acharnées en *lock-out* ruineux, se mette à évoluer vers des compromis négociés. Pour les défenseurs du système établi, la jeunesse est bien souvent perçue comme une menace, et, presque partout, les "forces de l'Ordre" lui opposent une suspicion systématique, voire une hostilité (réciproque) qui a pu aller, dans certains pays d'Afrique, à des exécutions sommaires de tous les jeunes rencontrés dans la rue dès que l'occasion s'en est présentée. Dans bien des cas, la jeunesse -voire l'enfance<sup>1</sup>- est, quantitativement, à la fois la première source et la première victime de la violence, comme en témoigne le taux de mortalité par armes à feu chez les adolescents aux États-Unis ou en Afrique du Sud.

C'est donc dans le cadre de chaque société, avec les conceptions, les clivages et les conflits qui lui sont propres, avec ses normes et son histoire spécifiques<sup>2</sup>, qu'il faut analyser les phénomènes de violence. Viennent alors de difficiles problèmes méthodologiques. Il faut en particulier :

-**quantifier**, trouver des moyens fiables de mesurer les divers types de violence... C'est aussi se demander quels changements quantitatifs déclenchent aussi des mutations de nature.

---

<sup>1</sup>. Les guerres civiles du Cambodge ou du Mozambique ont montré combien pouvaient être efficaces les enfants-soldats, qui tuent sans états d'âme. Mais ce n'est pas une invention du XX<sup>e</sup> siècle : le royaume guerrier du Dahomey confiait ainsi aux enfants, pour les aguerrir, le soin d'égorger des prisonniers qu'on ne pouvait pas vendre comme esclaves.

<sup>2</sup>. En Colombie, la criminalité massive a commencé avec la terrible guerre civile des années 1950, précisément appelée la "*violencia*", qui a chassé en masse les ruraux vers les villes et désagrégé les structures sociales anciennes.

**-localiser**, identifier les espaces plus ou moins concernés, distinguer ce qui explique les différences entre pays, entre villes, entre quartiers...

**-périodiser** (avec la difficulté supplémentaire des quantifications rétrospectives), saisir les évolutions, longues et courtes, et les héritages, afin de les situer à leur exacte signification, reconstruire les logiques à l'oeuvre dans les divers contextes, éclairantes autant par leurs différences que par leurs similitudes.

C'est là, on le voit, un immense champ scientifique qui est en jeu. Par ses multiples facettes comme par l'ampleur des mécanismes qu'elle met en jeu, la violence est bien un "fait social total", qui ouvre d'innombrables pistes de recherche, une foison de voies d'accès qui conduisent à une meilleure compréhension des sociétés, et donc vers une action plus efficace, parce que plus lucide et mieux adaptée à chaque situation concrète.